



Imprimerie Défense de la France.
© Fondation de la Résistance



Extrait de la brochure « Chansons de la BBC » parachutée par la RAF.
© Fondation de la Résistance

Communiquer pour résister 1940-1945

Le thème du Concours national de la Résistance et de la Déportation 2012-2013 nous invite à réfléchir au rôle stratégique et politique joué par les moyens de communication dans la lutte menée par les résistants contre l'occupant et le régime de Vichy, à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire français.

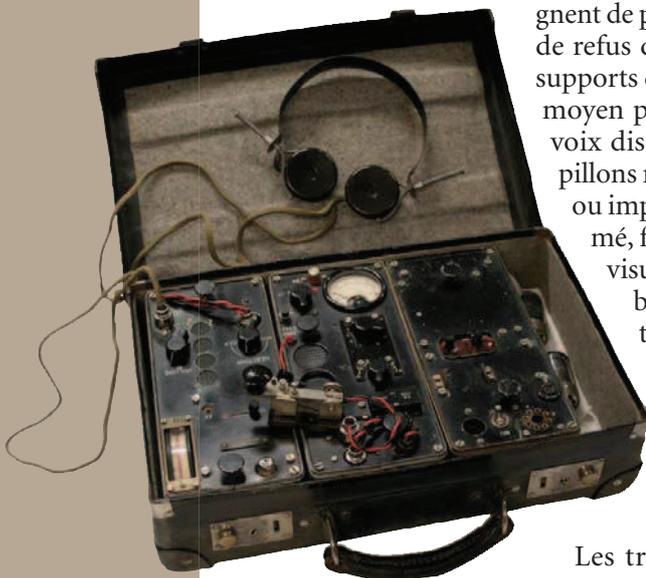
Dès l'été 1940, les occupants allemands et italiens, dans les zones occupées, et l'État français, en zone sud, mettent en place des mesures répressives visant à restreindre voire supprimer la liberté d'expression et de circulation. Les affiches réalisées par les services allemands ou par ceux du gouvernement de Vichy chargés de la propagande envahissent l'espace public. Toutes les sources d'information sont contrôlées : agences de presse, journaux, émetteurs radio, studios de cinéma. La presse autorisée, les actualités filmées diffusées dans toutes les salles de cinéma, la radio et les expositions servent de relais aux attaques antirépublicaines et antisémites.

La détérioration d'affiches officielles, l'ajout de signes – campagne des « V », croix de Lorraine –, d'inscriptions – « morts pour la France » sur certains avis d'exécution – témoignent de premiers gestes individuels de refus de l'occupation. D'autres supports deviennent rapidement le moyen privilégié d'expression de voix discordantes : les petits papillons rectangulaires, manuscrits ou imprimés sur du papier gommé, fleurissent dans le paysage visuel. La rapidité de leur fabrication et de leur apposition permet de diffuser des citations ou des slogans courts, facilement mémorisables tels « Vive la République quand même », « Pétain au dodo, Laval au poteau ».

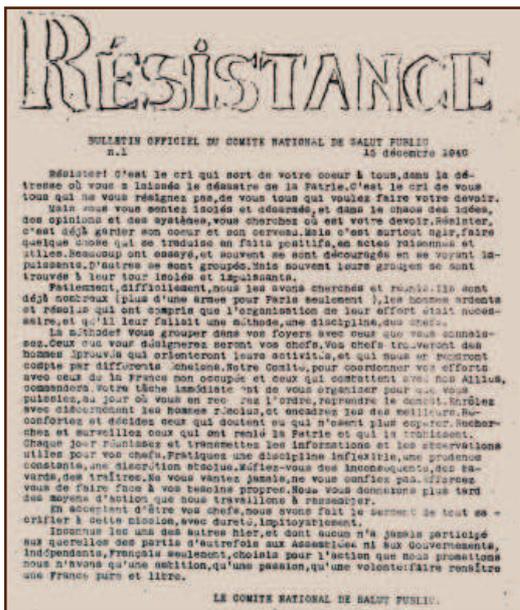
Les tracts apparaissent également très précocement : dès le 17

juin 1940, Edmond Michelet imprime un tract d'appel à la résistance, distribué à Brive-la-Gaillarde. En dépit des peines encourues – travaux forcés, peine capitale – pour leurs auteurs, ces écrits de fortune demeurent, tout au long de la période, un vecteur essentiel de la contre-propagande. De 1940 à 1944, des millions de tracts sont jetés par avion au-dessus de la France mais aussi des journaux, comme *Le Courier de l'air* britannique ou *L'Amérique en guerre*.

Dès l'automne 1940, apparaissent les premières feuilles clandestines autour de groupes d'étudiants, de militants politiques ou syndicaux cherchant à donner un contenu plus élaboré et une diffusion plus régulière à l'information clandestine : les titres choisis – *L'Homme Libre*, *Valmy*, *Liberté...* – expriment à eux seuls la réaction patriotique et le rejet de l'occupant. Les premiers journaux sont le plus souvent dupliqués à quelques centaines d'exemplaires, à l'aide de machines à écrire et de papier carbone ou de ronéos. Progressivement, les techniques se perfectionnent, notamment grâce à la complicité de professionnels (entrepreneurs, imprimeurs) détournant les moyens mis à la disposition de la presse légale (papier, machines) au profit de la Résistance. Les ateliers clandestins d'impression fonctionnent de nuit, alors que le bruit des machines risque d'attirer les soupçons du voisinage. Le premier numéro de *Défense de la France*, sorti en août 1941, est ainsi imprimé dans une cave de la Sorbonne. Si la répression policière et la pé-



Valise émetteur-récepteur britannique type B2.
© Musée du général Leclerc – musée Jean Moulin (ville de Paris)



Journal Résistance, n° 1, 15 décembre 1940.
© Archives nationales

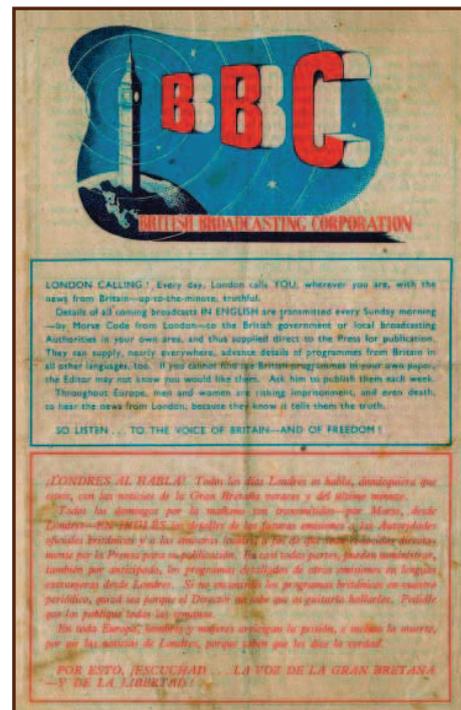
nurie généralisée expliquent la durée de vie éphémère de la plupart des premières publications, c'est à partir de l'impression et de la distribution de ces journaux que se structurent des mouvements de résistance. La diffusion des publications clandestines, régionales ou nationales, s'élargit à partir de 1942, grâce au soutien matériel et financier apporté par la France libre. Les risques encourus et la multiplication de ces publications n'ont pas empêché cette progression et l'ensemble des publications clandestines tirent, à la veille de la Libération, à près de deux millions d'exemplaires, soit autant que la presse autorisée. Plus de 1 200 titres en français et en langues étrangères sont recensés, dont un grand nombre sont communistes. Leur contenu s'enrichit progressivement, notamment grâce à l'amélioration des flux d'informations entre les mouvements clandestins de métropole et les agents de la France libre. Le ton utilisé est particulièrement virulent : luttant contre la désinformation, les journaux incitent de plus en plus leurs lecteurs à la désobéissance civile après l'instauration du Service du travail obligatoire (STO) en février 1943 puis, à la veille du Débarquement, à l'insurrection. Leurs lignes éditoriales témoignent également

des ralliements progressifs au général de Gaulle. Au sein de l'Empire et à l'étranger, les représentants de la France libre diffusent également tracts et journaux afin de susciter l'adhésion des opinions publiques internationales à leur combat. De l'automne 1940 au printemps 1943, la publication et la mise à jour de listes d'ouvrages interdits à la vente (« listes Otto ») illustrent la sévérité du contrôle opéré par les autorités allemandes sur l'édition. Certaines revues, publiées légalement, se jouent de la censure en éditant une littérature de contrebande, sorte de langage codé qui leur permet d'exprimer leur résistance tout en défiant la censure : c'est le cas de la revue *Poésie* de Pierre Seghers, installé à Villeneuve-lès-Avignon, à laquelle collabore notamment le poète Louis Aragon. Ce dernier participe également à la création, en septembre 1942, d'un journal *Les Lettres françaises*, qui rend possible la publication de textes d'écrivains, de musiciens et d'hommes de théâtre (Sartre, Camus, Queneau, Valéry...) dans 18 numéros clandestins. Des revues et des éditions clandestines permettent également de maintenir une création littéraire libre, à l'image des ouvrages publiés par les Éditions de Minuit, et dont *Le Silence de la mer* qui paraît clandestinement en février 1942 est emblématique.

La Résistance par la parole

Dès 1940, le contrôle des ondes est essentiel pour les autorités allemandes, via les programmes de Radio-Paris, diffusés sur tout le territoire, et de Radio-Vichy, station officielle de l'État français. Toutefois, malgré le brouillage des ondes, le succès des émissions en langue française de certaines radios étrangères ne cesse de croître, comme en témoigne le durcissement des lois réprimant leur écoute jusqu'à la Libération. Les programmes français de la BBC rencontrent un succès croissant : tous les soirs de 20h15 à 20h 25, est diffusé un bulletin d'informations en langue française, suivi des 5 minutes accordées à la France libre, au cours desquel-

les, après l'annonce « Honneur et Patrie », interviennent le plus souvent Maurice Schumann, son porte-parole officiel, et le général de Gaulle, à une soixantaine de reprises. À 20h 30, débute l'émission « Les Français parlent aux Français », dont l'équipe, indépendante des services de la France libre, est dirigée par un homme de théâtre, Michel Saint-Denis (alias Jacques Duchesne). À la recherche d'informations réputées objectives, les auditeurs français sont également attirés par le contenu novateur de ce programme alternant reportages, *sketches*, chansons et slogans, dont le plus célèbre, repris régulièrement par la population, est « *Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand* ». D'autres radios étrangères permettent à la population de diversifier ses sources d'information en français : la Radio-Suisse romande, la radio gouvernementale américaine *Voice of America* ou encore les informations diffusées par Radio-Moscou et par la presse clandestine communiste. Le contrôle britannique sur les programmes émis par la BBC pousse le général de Gaulle à assurer l'indépen-



Tract multilingue de la BBC parachuté.
© Mémorial Charles de Gaulle

dance radiophonique de la France libre. Il renforce ainsi la puissance d'émission de Radio-Brazzaville, dont les émissions, audibles depuis décembre 1940 sur ondes courtes, peuvent être captées dans le monde entier après l'inauguration d'un puissant émetteur en juin 1943. À cette date, Radio-France Alger, vichyste jusqu'au débarquement allié en Afrique du Nord, puis contrôlée par une équipe dissidente, sert également de tribune à la France libre, très écoutée par les Français.

Source d'information, la radio est également une arme de mobilisation. Elle a été utilisée à ce titre par le général de Gaulle dès le 18 juin 1940. Il va en faire un instrument de reconquête spirituelle, appelant notamment les Français, à partir du 1^{er} janvier 1941, à montrer leur rejet de l'occupant en désertant les rues pendant une heure, puis à l'occasion de commémorations nationales. Le renforcement des liens entre les organisations de résistance intérieure et les services de renseignement britanniques et de la France libre permet, en outre, de donner un écho, à l'antenne, aux actions menées et d'afficher une apparente structuration des différentes formes de résistance. La couverture radiophonique consacrée aux manifestations patriotiques du 14 juillet 1942 en zone sud, dont le mot d'ordre avait été lancé depuis Londres et relayé par les organisations clandestines, illustre l'intensification des échanges entre résistance intérieure et extérieure.

La parole résistante s'exprime également sur le territoire français. Ainsi, les prêches et sermons deviennent pour certains hommes d'Église le moyen de manifester leur désaccord avec la politique poursuivie concernant la persécution des Juifs, le STO. La chanson est aussi un moyen de protester : les parodies de chansons populaires diffusées sur les ondes de la BBC sont ainsi reprises par la population. Des compositions musicales clandestines sont reproduites et diffusées dans la presse résistante. Porteuses d'espoir, elles permettent d'exprimer la révolte et les attentes des combattants de l'ombre.



La France combattante.
© Mémorial Charles de Gaulle

Organiser les liaisons au sein de la Résistance

Pendant l'Occupation, se déplacer en France devient de plus en plus difficile : à la pénurie de carburants et aux réquisitions de véhicules s'ajoutent l'instauration d'un couvre-feu et la réglementation des trajets routiers soumis à autorisation préalable. Les contrôles sont fréquents dans les transports en commun et dans les gares, et systématiques lors du franchissement de la ligne de démarcation. Les échanges postaux et téléphoniques sont également très surveillés.

Le rôle d'agents de liaison, chargés de faire circuler le matériel et les informations est donc essentiel mais très périlleux. L'usage quotidien de la bicyclette permet l'acheminement de messages (cachés dans le guidon, le cadre ou les pneus), de matériel ou de journaux (dans une valise placée sur le porte-bagage). Le train est privilégié pour les longues distances mais demeure un moyen de transport dangereux du fait de la fréquence des contrôles. Les messages ou le matériel sont réceptionnés par des boîtes aux lettres : ce terme désigne à la fois les boîtes parallèles servant à échapper au tri postal mais aussi les personnes dont l'activité professionnelle permettait le transit du

courrier (notamment les commerçants ou les cheminots). La fabrication de faux papiers, notamment de faux laissez-passer (*Ausweis*) facilite les déplacements. L'utilisation de pseudonymes et le cloisonnement de l'information visent notamment à éviter qu'une arrestation ne mette en péril la survie de toute une organisation de résistance. Les complicités au sein de certaines administrations (SNCF, PTT) sont très utiles pour faciliter les échanges. Elles sont également essentielles ►►



Appartement parisien transformé par Michel Bernstein en atelier de faux-papiers.

© Fondation de la Résistance / coll. Défense de la France

les dans les prisons et les camps d'internement, où la transmission clandestine de l'information se poursuit entre détenus et vers l'extérieur (lettres en yiddish échappant à la censure, mots insérés dans les cols de chemise).

La circulation des hommes, du courrier et du matériel est rendue plus périlleuse à cause du renforcement du contrôle de l'espace aérien, maritime et des frontières terrestres. Pour rejoindre Londres ou l'Afrique du Nord (à partir de novembre 1942), le passage par voie terrestre peut s'effectuer au travers des Pyrénées vers l'Espagne ou en Suisse. Dès l'été 1940, les premiers agents venus d'Angleterre débarquent de nuit sur les côtes bretonnes, normandes ou le littoral méditerranéen, grâce à la complicité des pêcheurs. La voie maritime permet également l'acheminement du courrier et sert aux filières d'évasion tout au long de la période.

Dès février 1941, des agents français des services de renseignement français et britanniques, formés dans des centres d'entraînement en Angleterre, sont parachutés pour des missions orientées vers la lutte armée ou à dimension politique. Ne connaissant pas leur lieu d'atterrissage, ils doivent réussir à cacher leur matériel et à prendre contact avec la résistance locale. C'est le cas notamment pour Jean Moulin, parachuté à l'aveugle le 2 janvier 1942 avec deux autres agents, en Provence. À partir de cette date, les monomoteurs Lysander puis les bimoteurs Hudson assurent également les liaisons. Au total, plus de 200 opérations d'atterrissages sont recensées et 1 100 passagers transportés. Les contraintes matérielles et techniques rendent ces opérations aériennes délicates : les terrains d'atterrissage doivent être choisis avec précaution pour être homologués et des équipes de réception sont spécialement formées pour recevoir et cacher le matériel et les hommes venus de Londres.

La transmission d'informations, essentielle pour organiser l'action et communiquer des renseignements, est un enjeu stratégique majeur

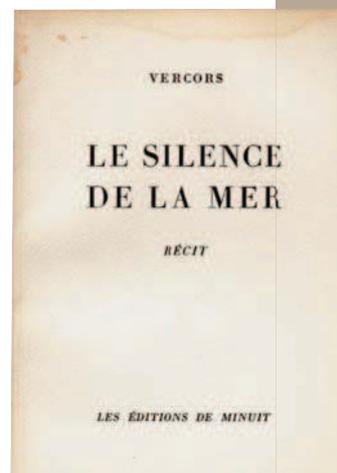
dont dépendent les autres moyens de liaisons. Au sein des réseaux de résistance, rattachés aux services secrets britanniques ou de la France libre, le rôle des opérateurs radio, dont la durée de vie est très limitée, est capital. Aux contraintes techniques (manipuler des postes-émetteurs, très encombrants au début du conflit, trouver la bonne fréquence, coder les messages...) s'ajoutent la nécessité d'émettre de manière très brève et de changer sans cesse de lieu pour échapper au repérage goniométrique de la Gestapo. Les transmissions radio jouent un rôle décisif dans la préparation du Débarquement et dans la libération du territoire. Le parachutage de matériel (plus de 5 000 tonnes entre juillet et septembre 1944) et le soutien des missions interalliées, à partir de janvier 1944, permettent d'armer et d'encadrer les maquisards afin de préparer l'avancée des troupes alliées.

Une fois le territoire libéré, les journaux émanant de la presse clandestine (*Défense de la France* devient *France Soir*) ou créés en 1945 (*La Nouvelle République*) participent à l'émancipation et au renouveau de la presse. Cette reconquête s'accompagne de la création, par Philippe Viannay et Claude Richet, du Centre de formation des journalistes qui demeure aujourd'hui encore une référence.

Elle témoigne du rétablissement des libertés, notamment celle de s'exprimer, au nom desquelles les résistants ont combattu et pour certains sacrifié leur vie. ■



Imprimerie *Défense de la France* de la rue de l'Université, Paris.
© Fondation de la Résistance



Première édition publique des Éditions de Minuit.
© 1944, Les Éditions de Minuit



Vente de journaux de la Résistance sur La Canebière, Marseille, août 1944.
© Fondation de la Résistance

Emeline Vanthuyne

Enseignante détachée
à la Fondation de la Résistance